



# Communiqué de **PRESSE**

**Le 22 août 2019**

## Réaction du Président de Région, Loïg Chesnais-Girard **“Pesticides, vers un contrat social et écologique breton”**

« La convocation de Daniel Cueff devant le Tribunal Administratif, suite à son arrêté municipal interdisant les pesticides dans un rayon de 150 m autour des habitations de sa commune, génère une légitime mobilisation de citoyens, élus, associations aux côtés d'un maire qui a su incarner ce qu'ils ressentent, ce qu'ils souhaitent, ce qu'ils exigent.

Et la vraisemblable annulation de son arrêté accentuera les ressentiments, les colères et les angoisses dans une société de plus en plus fragmentée.

Si l'action militante de ce maire, sincère et engagé sur le terrain depuis de nombreuses années, est utile au débat et à l'action politique, elle génère aussi des crispations supplémentaires face à une profession, agriculteur, facile bouc émissaire alors qu'elle est à la base de l'essor de l'humanité, et de sa survie.

L'enjeu est de taille si l'on considère les risques pour l'Europe et la France de nous retrouver dépendant pour notre alimentation, sujet complexe à appréhender dans une période où les décideurs n'ont pas connu le rationnement ni le manque, dans une période où les risques politiques et climatiques modifient l'équation.

Il convient d'entendre la demande de nos concitoyens, qui méritent attention vis-à-vis de leur santé et de celle de leurs enfants. Mais exiger sans formuler de solution sur ces sujets nous condamne à arrêter la production et finalement à acheter des produits lointains, issus de conditions sociales et environnementales peu maîtrisées.

Notre objectif commun, convenons-en, est de bien nous nourrir. Bien manger est une condition du bien vivre, qui veut dire qualité, sécurité mais aussi plaisir, culinarité, partage. Bien manger veut dire aussi la possibilité de bien se nourrir, quels que soient ses revenus !

Tels sont les principes qui guident l'action de la politique agricole et agroalimentaire de la région Bretagne : souveraineté alimentaire, qualité, capacité à nourrir la population à un prix acceptable et préservation de l'environnement.

Cette ligne politique est inconcevable pour moi si nous n'ajoutons pas dans l'équation les agricultrices et agriculteurs. Leurs revenus comme leurs conditions de vie et de

travail. Éléments à garder en tête pour tous ceux qui partagent l'idée que la place de l'agriculture est centrale dans notre pays, que l'on refuse la sous-traitance de notre alimentation.

Le bio est une solution, qui répond de plus à une demande croissante des consommateurs. La région Bretagne accompagne son développement par le financement de la conversion d'environ 200 exploitations par an. Mais cela ne suffit pas pour répondre à tous les enjeux posés plus haut. Il faut basculer l'ensemble des modèles vers l'agro-écologie.

Le sujet est complexe, et les solutions multiples selon les situations. Pour ce qui est des pesticides l'attente est claire : en réduire l'usage ou substituer aux pesticides chimiques la lutte biologique partout où c'est possible. C'est le combat complexe que mènent déjà bon nombre d'agriculteurs, et notamment ceux engagés dans les mesures agri-environnementales et climatiques qu'ils signent avec la Région.

S'il faut aller plus loin et supprimer le recours aux molécules chimiques dans les parcelles jouxtant les habitations cela peut se traiter par le contrat ; un contrat qui lie l'agriculteur avec la collectivité et qui lui assure de fait une indemnisation pour accompagner le coût du changement de modèle ou pour accepter de perdre un revenu issu de sa baisse d'activité. Y compris si la loi venait à imposer cette interdiction.

Mais cette discussion nécessite un corollaire : que nous nous attaquions aussi à la disparition des terres agricoles, grignotées par les lotissements et zones d'activités. Ce combat-là est tout aussi important si l'on veut continuer à assumer notre souveraineté alimentaire, mais aussi à lutter contre l'effondrement de la biodiversité.

Voilà le chemin que je propose, qui nécessite volontarisme politique, maintien de l'ambition de la Politique Agricole Commune par l'Union Européenne, et maintien de la gestion des fonds européens par les Régions au service de cette transformation du modèle agricole vers l'agro-écologie, et donc l'abandon de la reprise en main au niveau national comme cela nous a été annoncé par le Gouvernement. »

**Contacts** | **SERVICE PRESSE** | Tél. : 02 99 27 13 54 | [presse@bretagne.bzh](mailto:presse@bretagne.bzh)

Odile Bruley (06 76 87 49 57) | Rose-Marie Louis (06 88 92 04 53) | Sylvain Le Duigou (06 42 32 13 57)

[www.bretagne.bzh/espace-presse](http://www.bretagne.bzh/espace-presse) | [@bretagne\\_presse](https://twitter.com/bretagne_presse)